

Accentuation de la crise des dettes publiques dans la zone euro : quelle issue ?

La situation catastrophique de l'économie irlandaise

La crise de la dette s'amplifie en Irlande. Malgré les mesures d'austérité prises par le gouvernement (hausse des impôts, baisse des allocations, baisse du salaire des fonctionnaires de 5 à 15%) depuis 2008, la situation n'a fait qu'empirer. De 1995 à 2007, l'économie irlandaise a connu une croissance exceptionnelle, nettement supérieure à la moyenne européenne : 6% par an. Cette croissance a été tirée par l'hypertrophie des secteurs immobilier et financier, ce qui rendait l'Irlande particulièrement vulnérable à l'éclatement des bulles immobilières et financières qui s'est produit à partir de 2007. La valeur des actifs détenus par les banques a chuté, ce qui a fait apparaître un excès d'endettement et un manque de fonds propres¹, d'où une crise de solvabilité d'une ampleur phénoménale. Pour éviter la faillite du secteur bancaire, le gouvernement irlandais a dû abreuer les banques d'argent frais en s'endettant massivement : 46 milliards ont été mobilisés pour recapitaliser le secteur bancaire, soit plus d'un quart du PIB... si bien que le déficit public a explosé en 2010, pour atteindre 32% du PIB (contre 14% en 2009²). Dans le même temps, le PIB a chuté de 7% en 2009 et les conditions de vie des travailleurs se sont aggravées, avec les mesures d'austérité et un taux de chômage qui a explosé (14% officiellement aujourd'hui contre 4% avant la crise).

Plan d'austérité et mise sous tutelle du gouvernement irlandais : une répétition du scénario grec

Face à un déficit public aussi important, un nouveau plan d'austérité d'une ampleur historique était inéluctable. Alors que les keynésiens et « marxistes » réformistes hurlent à l'absurdité économique³, un tel plan est le seul « remède » possible dans cette situation : il vise à renflouer le budget de l'État tout en améliorant la compétitivité des entreprises irlandaises. Les capitalistes n'ont aucune marge de manœuvre pour augmenter les salaires et il ne faut pas perdre de vue que l'aiguillon de la production capitaliste est la maximisation du taux de profit.

Le nouveau plan d'austérité du gouvernement

Il s'agit d'un plan quadriennal de 15 milliards (dont 6 milliards en 2011) se décomposant en 10 milliards de baisse des dépenses publiques et 5 milliards de ressources fiscales supplémentaires, qui vise à faire baisser le déficit public à 9,5% en 2011 et moins de 3% en 2015. (Dans leur grande mansuétude, les chefs d'État de l'UE et le chef du FMI ont décidé le 28 novembre d'accorder un délai supplémentaire d'un an à l'Irlande pour réduire son déficit public, en dessous de la barre fatidique des 3%⁴.)

Réduction des dépenses :

- Baisse de 2,8 milliards d'euros des dépenses sociales ;
- Suppression de 24 750 emplois publics et ajustements à la baisse de la masse salariale de l'ordre d'1,2 milliard d'euros d'ici à 2014 ;
- Les nouveaux fonctionnaires recrutés recevront un salaire réduit de 10% par rapport au niveau actuel et se verront appliquer un régime de retraite réformé ;
- Salaire minimum : il sera réduit de 8,65 à 7,65 €/heure (baisse de 12%).

Nouvelles recettes :

- TVA : relèvement du taux de TVA de 21% à 22% en 2013, puis à 23% en 2014, afin de récolter 620

¹ Cf. Annexe : Eléments pour comprendre le bilan comptable d'une banque

² En 2009, le gouvernement irlandais s'était engagé à réduire le déficit public en 2010 !

³ Par exemple, Michel Husson, dans « Europe, c'est quoi ce délire ? » (*Politix*, 18 novembre 2010).

⁴ Sur « l'histoire du critère des 3% de déficit », cf. le texte instructif publié par *La Tribune* :

millions d'€ supplémentaires ;

- Retraites : modification de la fiscalité liée aux pensions de retraite, devant générer 700 millions d'euros ;
- Relèvement de l'impôt sur le revenu pour collecter 1,9 milliard d'€ supplémentaires ;
- Accroissement de 25% des frais de scolarité des étudiants ;
- Réintroduction en 2014 d'un impôt sur la consommation d'eau.
- Création d'un nouvel impôt local destiné à financer des services publics locaux (devrait générer 530 millions d'€) ;
- Suppression ou réduction d'avantages fiscaux, pour un total de 755 millions d'€.

On ne peut pas imaginer un plan qui illustre aussi bien l'adage « socialisation des pertes et privatisation des profits » : ce sont les travailleurs qui sont appelés à payer la (leur) crise, alors que les capitalistes ne partagent jamais leurs profits. Soulignons en outre que le taux d'imposition des sociétés (12,5%, le plus bas d'Europe alors que la moyenne européenne est de 27,5%) ne sera pas relevé !

De plus, un plan d'austérité, aussi brutal soit-il, ne pouvait suffire à lui seul pour éviter le défaut de paiement de l'État irlandais. En effet, les banques irlandaises vont encore avoir besoin d'énormément d'argent dans les prochaines années. Selon une étude Goldman Sachs, elles enregistreraient des pertes sur crédit de 35 à 58 milliards dans les cinq prochaines années, soit 22 à 35% du PIB. L'État irlandais n'a donc pas les capacités de sauver son secteur bancaire sans aide extérieure. D'où le « plan de sauvetage » conjoint du FMI et de l'UE, annoncé le 28 novembre, qui va lui permettre de disposer de 85 milliards supplémentaires pour venir au secours de ses capitalistes. La nationalisation (bourgeoise) du secteur bancaire s'annonce quasi-totale, mais il n'est pas exclu que l'État irlandais ne puisse parvenir à sauver l'ensemble des banques.

Le plan conjoint de l'UE et du FMI d'aide à l'Irlande

Dimanche 28 novembre, les chefs d'États de l'UE ont annoncé la conclusion d'un accord prévoyant 85 milliards d'aide à l'Irlande (35 allant aux banques et 50 à l'État). Le Fonds européen de stabilité financière, d'un montant théorique de 750 milliards (60 milliards garantis par la Commission européenne, 440 par les États de la zone euro, 250 milliards par le FMI), va être mis à contribution à hauteur de 67,5 milliards (3 fois 22,5 milliards garantis par la Commission, les États et le FMI), et l'Irlande devra ponctionner 17,5 milliards dans un fonds de retraite national.

Le mécanisme est simple : des entités jugées « fiables » (Commission, États centraux de l'UE, FMI) emprunteront sur les marchés à des taux faibles et prêteront cet argent à l'Irlande à des taux supérieurs à leurs propres taux d'emprunt, mais inférieurs au taux d'emprunt actuel de l'Irlande. En l'occurrence, l'Irlande devra emprunter à un taux de 5,8%, supérieur au taux d'emprunt de l'État grec quand celui-ci a été « secouru » il y a quelques mois.

L'« aide » européenne n'est évidemment pas désintéressée, mais vise à empêcher les conséquences en chaîne d'une faillite générale des banques irlandaises. Si les banques irlandaises font faillite, elles ne pourront pas rembourser leurs dettes à l'égard de leurs consœurs... principalement les banques allemandes et anglaises, suivies des banques françaises et étasuniennes. Suite à la demande irlandaise, l'ensemble des gouvernements de l'UE a donc accepté d'actionner le mécanisme d'aide européen, en utilisant le « Fond européen de stabilité financière ».

Crise politique en Irlande, mais absence d'alternative

La popularité du premier ministre Brian Cowen ayant chuté à 11%, la bourgeoisie l'a contraint à annoncer sa démission pour janvier prochain... le temps de faire voter le budget le 7 décembre et de permettre à un nouveau gouvernement bourgeois de poursuivre sa politique sans en porter la responsabilité.

La majorité parlementaire actuelle est une fragile coalition entre le Fianna Fail (un parti de droite) et les Verts ; les principaux partis d'opposition sont le Fine Gael (un parti de droite) et le Labour (un parti de gauche). Aucun des deux partis d'opposition ne remet en cause la politique d'austérité, l'absolue nécessité de ne pas augmenter le taux d'impôt sur les sociétés et l'objectif de ramener le déficit public à 3% du PIB d'ici 2015.

Samedi 27 novembre, une manifestation à l'appel de la Confédération syndicale du pays (Irish Trade Unions Congress) a réuni entre 50 000 (selon le gouvernement) et 150 000 (selon les syndicats) personnes à Dublin. Rapporté à la population irlandaise, cela équivaldrait à une manifestation de 650 000 à 2 000 000 de personnes à Paris ! Mais, après la manifestation, la confédération syndicale n'a annoncé aucune suite !

En novembre, une coalition d'extrême gauche a vu le jour avec la participation du Socialist Party (affilié au CIO/CWI, dont la section française est la Gauche révolutionnaire, courant du NPA et de la position 2) et du SWP : « *United Left Alliance* » (ULA). Mais cette coalition n'a pas de programme anticapitaliste conséquent, révolutionnaire : constituée avant tout pour les élections législatives, et non comme une arme pour la lutte de classe contre le gouvernement, elle s'oppose aux plans d'austérité et appelle à « *ne pas payer la dette de ceux qui ont profité du tigre celtique* », mais elle ne dit rien sur la nécessité de sortir du capitalisme et de se battre pour un gouvernement des travailleurs, sur la nécessité de rompre immédiatement avec l'UE capitaliste. Dans une logique réformiste et keynésienne, elle appelle en revanche à « *taxer les riches* », à la « *croissance de l'économie* », à la « *propriété publique* » sur les ressources naturelles du pays, à l'extension des entreprises d'Etat et à une « *économie productive basée sur les besoins du peuple, non sur les profits de quelques-uns* », mais sans exiger l'expropriation des capitalistes, sans remettre en cause le cadre de l'Etat bourgeois au-delà d'une exigence de « *démocratie* » et d'invocation des intérêts du « *peuple* » (rien sur les classes sociales et leur lutte, rien sur le contrôle ouvrier...). Enfin, alors que les révolutionnaires doivent impérativement dénoncer la politique traître de la bureaucratie syndicale et sa tactique des journées d'action sans perspective, ULA ne critique pas la confédération ITUC et ne n'exige pas qu'elle prépare et appelle à la grève générale : elle se prononce seulement pour une « *grève de 24h de tous les travailleurs* » et, même si elle précise certes que ce serait « *une étape dans un programme d'action ascendante pour mettre fin au pillage du peuple* », elle ne dit rien de plus sur ce « *programme* » !¹ Bref, elle ne tire aucune leçon de ce qui s'est passé en Grèce ou en France, alors que la lutte de classe s'intensifie et que les bureaucraties syndicales s'y opposent partout avec la même stratégie de canalisation et de trahison...

Après la Grèce et l'Irlande... à qui le tour ?

En Grèce, le plan de « *soutien* » de 110 milliards d'euros sur 3 ans était conditionné à la mise en place d'un plan drastique d'austérité jusqu'en 2013. Il s'est à peine passé quelques mois que le gouvernement grec vient d'annoncer de nouvelles mesures d'austérité : remplacement de seulement un fonctionnaire sur cinq partant à la retraite, remise en cause des conventions collectives qui régissent les entreprises publiques et accélération des privatisations des secteurs bancaire, ferroviaire et énergétique. Lors des élections locales de novembre, les scores du PASOK (parti socialiste) se sont effrités mais il reste la première force du pays. Cependant, plus de 50% des électeurs se sont abstenus, plus de 10% ont voté nul ou blanc et le parti communiste stalinien (KKE) a fait une percée remarquable (passant de 7,5% à 11%). Des arrêts de travail ont eu lieu à Athènes dans les transports en commun le 25 novembre. Le 6 décembre, une manifestation de milliers de jeunes et d'enseignants² en mémoire d'un adolescent tué par un policier il y a deux ans, a tourné à l'affrontement de masse avec la police au centre d'Athènes. Et le 15 décembre, à l'appel des deux principales confédérations, la grève a été très suivie et les cortèges impressionnants : plus de 40 000 manifestants à Athènes (25 000 selon la police) ; des affrontements ont eu lieu avec la police et un ancien ministre a été pourchassé et frappé aux cris de « *Voleurs ! Honte à vous !* »

Au Portugal, le gouvernement PS s'est entendu avec l'opposition de droite pour voter en novembre un budget d'austérité : hausse de deux points de la TVA, gel des retraites, baisse des salaires des fonctionnaires, afin de tenter de ramener le déficit budgétaire de 7,3% du PIB en 2010 à 4,6% en 2011. Toutefois, les taux d'intérêt auxquels l'Etat portugais emprunte sur les marchés ne cessent d'augmenter... Les « *marchés* » (c'est-à-dire les banques et le grand capital) demandent toujours plus d'austérité alors que les travailleurs ont très massivement fait grève le 24 novembre à l'appel des deux principales confédérations.

En Espagne, Zapatero (le chef du gouvernement PS) a annoncé le 1^{er} décembre de nouvelles attaques contre les travailleurs (suppression de l'aide de 426 € pour les sans emploi non indemnisés) et de nouveaux cadeaux pour la bourgeoisie (baisse des impôts pour les PME, privatisations de la loterie

¹ Cf. <http://irishelectionliterature.wordpress.com/2010/11/26/the-first-leaflet-from-the-united-left-alliance-ula/>

² Où les slogans suivants ont été repris par la foule : « *La Grèce n'est pas un protectorat* », « *A bas la junte UE-FMI* » ou encore « *Insoumission, grève générale* », « *Notre avenir n'est pas le capitalisme* », « *L'Etat n'est rien, il faut prendre notre vie en mains* ».

nationale et de la gestion des aéroports), afin de limiter la hausse des taux d'intérêt auxquels l'État doit emprunter. En outre, Zapatero est décidé à utiliser tous les moyens pour empêcher les grèves. Alors que les contrôleurs aériens avaient débrayé le 3 décembre contre la privatisation de la gestion des aéroports, il a osé décréter l'état d'urgence et annoncé que toute désobéissance serait traduite devant les tribunaux militaires. Suite à la grève, 442 procédures disciplinaires ont été engagées contre les grévistes. C'est une attaque contre le droit de grève sans précédent depuis Franco, révélant une fois de plus le vrai visage des gouvernements de « gauche » : comme leurs homologues de droite (notamment Sarkozy en France, qui a également mis en cause le droit de grève par des ordres de réquisition contre les raffineurs), ils ne font que préparer ainsi le terrain à la mise en cause de tous les droits ouvriers et démocratiques dans un avenir plus ou moins proche.

La position de l'Espagne est toutefois fragilisée par son système politique qui accorde une grande autonomie aux régions, ce qui constitue un handicap pour l'imposition de cures d'austérité sévères et rapides : les gouvernements régionaux sont loin de répondre à leurs objectifs de réduction des dépenses publiques. En outre, Zapatero est de plus en plus impopulaire et fragilisé. En Catalogne, le PS vient d'essuyer une sévère défaite au profit du principal parti autonomiste hostile aux transferts fiscaux vers les régions les plus pauvres. Alors que la bourgeoisie a besoin de gouvernements forts pour imposer ses remèdes de cheval, l'Espagne inspire de moins en moins confiance...

En Italie, le gouvernement Berlusconi est affaibli par les scandales et les défections dans sa majorité de plus en plus fragile. Il doit pourtant annoncer dans les jours qui viennent 6 milliards d'économie supplémentaire pour 2011 afin d'enrayer la hausse des taux d'intérêt, dans un contexte de plus en plus agité : le 30 novembre, les étudiants ont paralysé pendant plusieurs heures une dizaine de villes de pays ; le 14 décembre, près de 100 000 jeunes ont manifesté et affronté la police pendant que le parlement discutait d'une motion de censure contre Berlusconi.

Un nouveau dispositif européen adopté par les chefs d'États de l'UE le 28 novembre

Pour résumer, la contagion menace et des interrogations se font jour sur la capacité du dispositif européen de soutien à faire face aux difficultés. Le dispositif en place jusqu'en 2013 pourrait soutenir le Portugal, mais il volerait sans doute en éclats si l'Espagne était contrainte d'y faire appel. En effet, la capacité de prêt du Fonds de stabilisation (c'est-à-dire le montant que sont prêts à garantir les États de l'UE) est théoriquement de 750 milliards... mais seuls les pays « fiables » peuvent en fait se porter garants pour les autres. Si la proportion de pays « fiables » diminue, le mécanisme ne sera plus opérationnel, d'où les questions de plus en plus pressantes sur l'avenir de la zone euro.

C'est pourquoi les chefs d'État ont adopté le principe d'un nouveau « mécanisme européen de stabilité » (MES) qui se substituerait à l'actuel Fonds européen de stabilité financière à partir de 2013. L'innovation majeure est qu'en cas de sollicitation d'une aide européenne, les dettes pourront être restructurées : au cas par cas, les créanciers pourraient devoir mettre la main à la poche, puisqu'une partie de la dette pourrait être annulée ou certains remboursements reportés. Les chefs d'État ont voulu tout à la fois envoyer un signe aux populations (en leur disant qu'elles ne seront pas les seules à payer le renflouement des banques) et prendre en compte qu'il ne sera peut être pas possible d'éviter à l'avenir une restructuration de la dette des États les plus faibles pour éviter leur défaut de paiement total. Tout ceci reste encore bien nébuleux, mais il est clair que les gouvernements voudront faire payer avant tout les populations ; c'est seulement si cela ne suffisait pas qu'ils pourraient, en dernier recours, demander aux créanciers des États de mettre la main à la poche.

L'inquiétude des bourgeoisies est d'autant plus aiguë que les travailleurs commencent à relever la tête, suivant les exemples grecs et français. Pour le moment, les bureaucraties syndicales ne sont pas débordées et cantonnent le mécontentement dans le cadre des journées d'action sans perspective, mais la bourgeoisie n'est pas totalement rassurée sur ses capacités à imposer l'intégralité des thérapies de choc qu'elle met en place dans les différents pays.

Quelle issue à la crise des dettes publiques ?

La réponse de la bourgeoisie : renforcement des plans d'austérité et des dispositifs européens pour rembourser les créanciers des États

Pour surmonter la crise des dettes publiques, les bourgeoisies européennes doivent, d'une part amplifier

toujours plus les attaques contre les travailleurs¹, d'autre part aller plus loin dans l'intégration européenne en renforçant les mécanismes de solidarité entre les pays les plus solides et les autres. Avec un seul objectif : limiter au maximum les pertes pour les capitalistes qui ont fait crédit aux États.

Avec les plans d'aide à la Grèce et à l'Irlande, les principaux pays de l'UE (l'Allemagne en premier lieu) se sont portés garants d'une partie de la dette des États les plus faibles. Autrement dit, si ces derniers ne remboursent pas, ils devront payer de leur poche, d'où leur intérêt décuplé à mettre la pression maximale pour que les plans de rigueur soient les plus drastiques possibles.

En outre, alors qu'une union monétaire appelle logiquement la mise en place d'une véritable union budgétaire (avec un vrai budget européen et un mécanisme de transfert fiscal conséquent des pays les plus riches vers les plus pauvres), l'Allemagne cherche à l'éviter : c'est pour cela que les « aides » sont attribuées au coup par coup. L'Allemagne et les États les plus solides de l'UE (Pays-Bas, Autriche, Finlande et dans une moindre mesure la France) ne veulent pas que l'ajustement se fasse par un système de transferts, mais veulent imposer aux pays les plus faibles une chute brutale de leur niveau de vie, en correspondance avec leur manque de compétitivité. Avant la mise en place de l'euro, ces pays pouvaient dévaluer leur monnaie pour regagner en compétitivité, mais désormais le seul ajustement possible (en l'absence d'une union budgétaire) est la chute des salaires.

Toutefois, si les cures d'austérité ne suffisent pas, l'Allemagne et les autres pourraient être contraints d'accepter un renforcement de l'intégration européenne, tendant vers la mise en place d'un fédéralisme budgétaire, si c'est la seule solution pour éviter le défaut de paiement de certains États, qui aurait des conséquences en chaîne dramatiques sur les banques allemandes ou françaises.

Si cela ne suffit pas, quel plan B pour la bourgeoisie ?

Si la lutte de classe empêche la mise en place d'une partie des mesures d'austérité, certains pays de la zone euro pourraient être contraints de se mettre en défaut de paiement pour une partie importante de leur dette. Dans ce cas, cela aurait un effet domino sur les banques des autres pays, et donc sur la solvabilité des autres États qui seraient alors contraints d'aider massivement leur secteur bancaire. Le scénario le plus probable serait alors que la Banque centrale européenne fasse fonctionner la planche à billets pour combler les déficits sans avoir recours à l'emprunt sur les marchés. Il est en effet inimaginable que la BCE assiste sans rien faire au défaut de paiement d'États aussi importants que l'Espagne et *a fortiori* l'Italie ou la France.

Il faut bien avoir en tête qu'un État ne peut pas être contraint à la faillite quand il est endetté dans sa propre monnaie, car il peut toujours alors émettre autant de monnaie que nécessaire, quitte à faire exploser l'inflation. Dans une Union monétaire, le même raisonnement peut se tenir : la BCE ne prendra pas le risque de l'hyperinflation pour sauver la Grèce ou l'Irlande (qui ne sont pas réellement « propriétaires » de l'euro), mais elle le ferait pour sauver l'Espagne, l'Italie, ou la France.

Un éclatement de la zone euro est-il possible ? Quelles en seraient les conséquences ?

Aucune bourgeoisie nationale n'y a intérêt :

- Les « PIIGS » (Portugal, Italie, Irlande, Grèce, Espagne)² ou même la France sont pris au piège. Endettés en euros, une sortie de la zone euro serait synonyme pour eux de défaut de paiement rapide puisque leur monnaie nationale serait alors fortement dévaluée, ce qui renchérirait le coût des remboursements de leurs emprunts souscrits en euros, jusqu'à les rendre impossibles. Les politiciens bourgeois partisans de la sortie de la zone euro (par exemple Dupont-Aignan) nous parlent des vertus potentielles de la dévaluation (cela permettrait de regagner en compétitivité autrement qu'en baissant les salaires), mais oublient que la conséquence quasi-immédiate serait le défaut de paiement et la fuite des capitaux.
- L'Allemagne n'y a pas intérêt non plus car le maintien de la monnaie unique est l'instrument essentiel de sa domination. Grâce à l'euro qui empêche les dévaluations compétitives, elle a gagné des parts de marché sur tous ses concurrents européens. L'Allemagne préférera donc mettre la main à la poche plutôt que de casser le joujou qui lui permet de rester la puissance dominante au sein de l'UE. En outre, à court terme, le défaut de paiement des PIIGS (conséquence inéluctable de l'éclatement la zone euro) aurait des conséquences catastrophiques sur les banques

¹ On pourrait parler d'une guerre sans limite contre les travailleurs, d'une austérité perpétuelle. Jacques Attali déclarait en juillet dernier : « *Nous avons devant nous non pas trois ans de rigueur, mais dix. Il nous faut une mobilisation générale du pays.* »

² Acronyme signifiant « porcs » en anglais et qui désigne de façon méprisante les pays les plus fragiles de la zone euro.

allemandes, françaises, etc.

Toutefois, on ne peut exclure un éclatement de la zone euro si les bourgeoisies n'ont pas d'autre choix que de s'en remettre à des politiciens ultra-réactionnaires, voire fascistes, pour contrecarrer la montée en puissance du prolétariat organisé. On en est loin aujourd'hui, mais on ne peut exclure ce scénario.

L'utopie de la monnaie commune comme substitut à la monnaie unique

Conscients des conséquences d'un simple retour aux monnaies nationales, des partisans de la rupture avec la monnaie unique (de droite comme Dupont-Aignan ou de gauche, comme le MPEP – Mouvement populaire d'éducation populaire) évoquent la possibilité de transformer l'euro en « monnaie commune ». Les monnaies nationales seraient rétablies, mais l'euro continuerait à exister comme une monnaie de réserve (panier de devises des monnaies nationales) pour les transactions monétaires avec le dollar, le yen, etc. Les monnaies nationales ne seraient échangeables que contre des euros, avec des parités fixes ajustables. La modification de ces parités serait soumise à des décisions de l'UE, afin d'empêcher toute dévaluation unilatérale « sauvage ».

L'avantage de la monnaie commune serait double : elle rendrait impossible la spéculation sur les monnaies nationales (les monnaies nationales n'étant convertibles qu'en monnaie commune, il n'y aurait pas de marché libre des changes entre les devises des participants) et le taux de change avec les autres monnaies de la zone pourraient être réajustés en fonction des différentiels de compétitivité (l'ajustement ne se ferait donc pas sur les salaires). Ce projet apporterait, sur le papier, une autre réponse (que l'union budgétaire) aux faiblesses structurelles de la zone euro. Avec un tel système, les plans de sauvetage actuels seraient inutiles : la dévaluation des monnaies grecque, irlandaise ou portugaise leur apporterait de l'oxygène sans remise en cause de la monnaie commune et sans explosion du montant des remboursements (puisque chaque pays serait endetté dans sa monnaie nationale).

Ce projet est réformiste car il prétend réguler le capitalisme sans tenir compte des rapports de forces entre les pays, comme si ce système n'était pas celui où règne le droit du plus fort. Si les pays les plus fragiles auraient intérêt à cette transformation (puisque leur monnaie serait à la fois dévaluée et à l'abri de la spéculation), l'Allemagne s'y opposerait. On a rarement vu les pays les plus faibles imposer leur volonté aux pays les plus forts ! En outre, même si ce dispositif était mis en place, il faudrait ensuite que les pays s'accordent régulièrement sur les niveaux de parités entre devises et que chaque pays accepte d'être mis en minorité. Enfin, le basculement de la monnaie unique à la monnaie commune pose problème, puisque les pays endettés en euros et dont la nouvelle monnaie nationale serait dévaluée, verraient leur dette exploser.

**Il n'y a qu'une seule alternative à la politique de la bourgeoisie :
la bataille pour un gouvernement des travailleurs, dont les premières décisions seraient de
rompre avec l'UE capitaliste, de rétablir une monnaie nationale, d'imposer le monopole
étatique du commerce extérieur, le contrôle étatique des flux financiers
et de commencer l'expropriation des grands groupes capitalistes**

Il faut bien entendu tout faire pour empêcher la mise en œuvre des plans d'austérité, en se battant pour la perspective de la grève générale et donc en affrontant les bureaucraties syndicales. Mais on le fera d'autant plus efficacement si on est capable de proposer une alternative anticapitaliste conséquente et concrète, c'est-à-dire révolutionnaire. Nous devons le faire sans semer d'illusion et en ferrillant contre les illusions réformistes–keynésiennes propagées par les anti-libéraux (PC, PG, ATTAC, directions syndicales...), selon lesquelles une hausse des salaires permettrait d'augmenter la demande et par là même inciteraient les capitalistes à produire plus. C'est nier que le fondement même du système capitaliste est la maximisation du profit : plus le taux de profit est élevé, plus les capitalistes accumulent, et plus il y a de croissance. Les hausses de salaires font baisser le taux de profit et donc ne constituent absolument pas une solution à la crise dans le cadre du système capitaliste. Ceux qui font croire le contraire sont des charlatans. Si les réformistes ou les démagogues ne tiennent jamais leurs promesses (Mitterrand en 1981, Papandréou en 2009-2010...), ce n'est pas par « méchanceté », mais parce qu'ils ne peuvent pas les tenir sans rompre avec le capitalisme. Il n'y a pas d'alternative à l'intérieur du système

capitaliste à la politique commune suivie par l'ensemble des gouvernements bourgeois, de droite ou de gauche¹.

La seule alternative est la mise en place d'un gouvernement des travailleurs qui répudierait l'ensemble de la dette (tout en dédommageant les petits épargnants) et exproprierait les grands capitalistes. Bien évidemment, un tel gouvernement romprait immédiatement avec tous les traités de l'UE, rétablirait une monnaie nationale et le contrôle des changes, en cherchant à exporter la révolution et à construire de nouvelles alliances, vers les États-Unis socialistes d'Europe. La nouvelle monnaie ne serait pas convertible sur les marchés et l'État ouvrier aurait le monopole du commerce extérieur comme des flux financiers (contrôlant les importations et les exportations).

La direction du NPA ne met pas en avant un tel projet, mais entretient la confusion et ne propose que des généralités abstraites qui ne peuvent que décevoir les travailleurs à la recherche de réponses précises à la crise capitaliste. Dans un article de *Tout est à nous* (2 décembre), Yvan Lemaître (membre de la majorité sortante, plateforme 1) assène que « *la réponse aux attaques des banques n'est pas la sortie de l'euro* », alors qu'il faudrait expliquer qu'une sortie de l'euro dans le cadre du capitalisme est une impasse, mais qu'un gouvernement des travailleurs devrait bien entendu sortir de l'euro ! Sous prétexte de s'opposer à la droite nationaliste, la direction du NPA refuse de mettre en cause la monnaie unique du capital. Au lieu de fantasmer sur une hypothétique « Europe sociale » (quitte à ajouter « anticapitaliste » comme vernis de radicalité), le NPA doit proposer un projet révolutionnaire résolu et clair, sous peine de laisser les réformistes gagner les travailleurs et jeunes de plus en plus écœurés par le capitalisme.

Derrière le refus martelé de sortir de l'euro et le slogan de « l'Europe sociale », il y a le bon vieux réformisme recyclé et à peine relooké. Michel Husson, économiste de l'ex-LCR qui n'a pas rejoint le NPA, a au moins le mérite de dire les choses plus clairement : selon lui, un bon gouvernement, au service de la population, « *n'a pas intérêt à prendre l'initiative de sortir unilatéralement de l'euro, ce qui serait une faute stratégique énorme, pour des raisons faciles à comprendre : la nouvelle monnaie serait immédiatement attaquée afin de mettre à bas l'économie du pays rebelle* »². Husson nous donne une formidable leçon de réalisme... capitaliste : derrière « l'Europe sociale », il y a en fait le renoncement à rompre réellement avec le capitalisme. On nous explique qu'il faut convaincre les autres gouvernements de mener une autre politique parce que sortir de l'euro serait suicidaire. C'est exactement la position du PS en 1983, qui a choisi de rester dans le SME (système monétaire européen) et a justifié par ce choix le refus de tenir ses promesses électorales... qui nécessitaient la rupture avec le capitalisme et donc avec l'UE capitaliste.

Le NPA doit parler clair et vrai, se débarrasser de toutes ses ambiguïtés, pour incarner la seule alternative à la politique d'austérité menée par les gouvernements bourgeois : la destruction des institutions nationales et supranationales du capital, et la mise en place d'un gouvernement des travailleurs, vers les États-Unis socialistes d'Europe.

Annexe : Éléments pour comprendre le bilan comptable d'une banque

Le bilan d'une banque (ou d'une entreprise en général) est une photographie de sa situation financière à un instant donné. Il y a d'un côté l'actif (ce qu'elle détient), de l'autre le passif (ses ressources), qui sont nécessairement égaux.

Le passif comprend :

- Les fonds propres (ou ressources propres) : ressources initiales (apports des fondateurs de la banque) + réserves provenant des bénéfices antérieurs (la partie non distribuée aux actionnaires) + résultat de l'année (positif si bénéfice, négatif si perte)³ ;

¹ Seule une dévalorisation massive de capital (par la guerre ou par une flambée de faillites) pourrait véritablement relancer l'accumulation du capital. C'est toute la monstruosité du capitalisme que les réformistes keynésiens nient en faisant croire qu'un capitalisme à visage humain serait possible.

² <http://hussonet.free.fr/strategir.pdf>

³ Si le produit de l'activité bancaire est supérieur aux charges (provisions déduites), le résultat de la banque est positif. Dans le cas contraire, il est négatif.

- Les provisions : ressources mises de côté pour faire face à une future dévalorisation d'un poste de l'actif¹ ;
- Les ressources émanant de la clientèle non bancaire : comptes courants des clients ;
- Les dettes envers la banque centrale et les autres banques ;
- Les emprunts émis sur les marchés de capitaux.

L'actif comprend :

- Les actifs réels : biens matériels ou immatériels possédés par la banque (bâtiments, terrains, brevets...);
- Les crédits consentis à la clientèle non bancaire ;
- Les actifs financiers : titres détenus par les banques pour leur propre compte ;
- Les réserves à la banque centrale.

ACTIF	PASSIF
Actifs réels	Fonds propres
Crédits aux entreprises et aux ménages	Provisions
Actifs financiers : titres	Comptes courants des clients (dettes envers les clients)
Réserves à la Banque centrale	Dettes envers la Banque centrale et les autres banques
	Emprunts émis sur les marchés de capitaux
TOTAL ACTIF = TOTAL PASSIF	

Pour les actionnaires de la banque, la rentabilité de leur investissement est le ratio $\frac{\text{Résultat}}{\text{Fonds propres}}$.

Autrement dit, ils ont intérêt à ne pas investir de fonds supplémentaires et à pousser les dirigeants de la banque à s'endetter pour maximiser la rentabilité. On dit alors qu'ils utilisent « l'effet de levier », en augmentant le ratio $\frac{\text{Actifs}}{\text{Dettes}}$.

Mais cette stratégie peut mettre en péril la solvabilité de la banque. En effet, une banque devient insolvable, c'est-à-dire en faillite, quand elle ne parvient plus à remplir ses obligations de remboursement envers les déposants et autres créanciers. Quand une banque détient des actifs qui se dévalorisent (par exemple des crédits qui ne valent plus rien car le client est devenu insolvable), ses fonds propres sont diminués d'autant alors que ses dettes sont intactes. Imaginons qu'un gros client de la banque fasse défaut pour son crédit, et que la banque n'ait pas suffisamment de fonds propres pour y faire face : dans ce cas, la banque est contrainte de se déclarer en faillite... sauf si elle est recapitalisée en urgence (par l'État ou d'autres actionnaires qui injectent de nouveaux fonds propres, *via* par exemple l'émission de nouvelles actions).

En temps de crise, les banques ont intérêt à augmenter leurs fonds propres, à se désendetter et à n'accorder des crédits qu'à leurs clients les plus sûrs, afin de se consolider et d'éviter la faillite.

Paris, le 20 décembre 2010

Site de la Tendance CLAIRE du NPA : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>

Courriel : tendanceclaire.npa@free.fr

Téléphone : 06 64 91 49 63

¹ Cela permet aux banques d'incorporer dans leur bilan une partie des pertes futures anticipées afin de « lisser » leur compte de résultat et d'éviter une chute brutale du résultat d'une année sur l'autre. Preuve que le compte d'une entreprise n'est pas une photo « objective », mais une construction comptable susceptible de manipulation.